

## Entreprises survoltées par les tergiversations du gouvernement wallon

La saga des certificats verts du photovoltaïque wallon n'est pas encore finie. Elle tient toujours en haleine le particulier qui a investi ou veut investir dans cette énergie renouvelable mais aussi tous les consommateurs d'électricité, entreprises comprises, qui doivent contribuer à sa subsidiation.

Contrairement à nos pays voisins, tels que l'Allemagne, qui exempte les entreprises de toute contribution, nos entreprises alimentées en-dessous de 70.000 volts se voient donc contraintes de payer les surcoûts liés aux énergies renouvelables. Il en résulte une électricité hors de prix en Wallonie (en moyenne 25% plus chère que dans les pays limitrophes) qui menace la compétitivité wallonne sur le marché européen et, en particulier, celle du secteur de la chimie. Dans cette industrie, l'électricité peut, en effet, atteindre plus de 50% du coût de production et servir également de matière première.

Pour subsidier les certificats verts photovoltaïques résidentiels, les entreprises payent depuis le 1<sup>er</sup> janvier une redevance ELIA supplémentaire de 13,82€ par MégaWatt-heure consommé, ce qui peut représenter pour certaines des coûts exorbitants pouvant atteindre 250.000€ par mois. Selon moi, aucune société ne peut du jour au lendemain subir une telle augmentation sans voir sa compétitivité et même sa survie menacées.

J'osais croire que le gouvernement wallon avait pris toute la mesure de cette problématique. Il a en effet décidé le 7 février 2013 une exonération partielle de cette redevance pour les industries. Cette décision, tout comme sa rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2013, ont par ailleurs été confirmées le 30 mai dernier. Malheureusement, il semble que je me sois trompé car, à ce jour, ces mesures n'ont pas encore été traduites dans les faits et le surcoût est toujours présent dans les factures adressées aux entreprises.

L'avis que la CWAPE vient de publier sur la gestion des certificats verts des installations photovoltaïques et la surcharge certificats verts ELIA remet une fois de plus en question les estimations financières du financement des certificats verts. Les exonérations pour les entreprises risquent donc d'être renvoyées aux calendes grecques.

Selon ces estimations, les coûts du pic de remboursement des certificats verts sont revus à la hausse. Une mise en réserve partielle de ceux-ci ainsi que leur financement étaient prévus mais ils s'avèrent insuffisants. Une intervention substantielle de la Région sera donc nécessaire. Malheureusement, les discussions au sein du gouvernement risquent de s'éterniser et donc de maintenir nos entreprises dans l'incertitude.

Avec des chiffres sans cesse revus à la hausse, la situation en devient ubuesque. Les sociétés doivent faire face à des charges dont elles ne voient pas la fin et qui les mettent en réelle difficulté. En cette période de crise économique, les fédérations patronales industrielles n'ont de cesse de tirer la sonnette d'alarme mais sans obtenir de résultat concret. Les autorités régionales scandent leur volonté d'aider les entreprises et de mettre en place une réelle politique industrielle. Ces belles déclarations d'intention doivent selon moi se traduire dans les faits mais en ce qui concerne la problématique des redevances



**essenscia**  
wallonie

liées aux certificats verts photovoltaïques, je ne vois rien venir et cela m'inquiète. Combien de mois devons-nous encore attendre pour que l'exonération soit mise en place et à quelles conditions ? Comment le gouvernement peut-il se payer le luxe de réfléchir à cette situation durant un an sans passer à l'action mettant ainsi la trésorerie des entreprises, voire leur survie, en péril ? Quand nos responsables régionaux feront-ils fi de leurs querelles politiciennes et comprendront le sens de l'urgence pour nos entreprises? Attendent-ils qu'une ou plusieurs d'entre elles soient en cessation de paiement ou annoncent leur délocalisation, avec toutes les conséquences économiques et sociales qu'il est inutile de détailler?

Je n'ai à ce jour malheureusement pas de réponse à toutes ces questions mais j'espère que très bientôt les décideurs politiques pourront remplir leur fonction première : celle de prendre les bonnes décisions pour garantir le développement et la prospérité de notre région.

Bernard Broze

Administrateur délégué

essenscia wallonie